

		Bénin	
Caractéristiques générales			
Population	Millions hab		10,3
Superficie	km ²		112 600
PIB	Millions US\$		
PIB/hab	US\$	2014	825
Croissance du PIB	%	2015	5,2%
		2016	4,0%
		2017	5,5% (prev. BAD)
		2018	6,2% (prev. BAD)
Taux d'inflation	%	2015	0,4%
		2016	0,2%
		2017	2,1% (prev. BAD)
		2018	2,6% (prev. BAD)
Solde budgétaire	% du PIB	2015	-6,5%
		2016	-6,2%
		2017	-9,4% (prev. BAD)
		2018	-6,9% (prev. BAD)
Balance commerciale	% du PIB	2015	-6,5%
		2016	-7,1%
		2017	-8,8% (prev. BAD)
		2018	-10,1% (prev. BAD)
Risque économique « pays » (A1, A2, A3, A4, B, C, D dans l'ordre croissant du risque)		2016	B
Contexte politique			
Soutenu par l'opposition, l'homme d'affaires Patrice Talon a largement remporté le second tour de l'élection présidentielle (20 mars 2016) face à Lionel Zinsou, Premier ministre et candidat du			

	<p>président sortant. Il s'agit de la quatrième alternance démocratique dans ce pays depuis 1991.</p> <p>Cette victoire est intervenue dans un contexte de montée du mécontentement populaire liée à l'absence de progrès social et à une série de scandales de corruption. Sur le plan institutionnel, l'une des mesures phares qu'il souhaite faire adopter est le mandat présidentiel unique. Ainsi, les Béninois seraient une nouvelle fois appelés aux urnes prochainement pour se prononcer pour ou contre une révision de la constitution allant dans ce sens.</p> <p>L'environnement des affaires reste marqué par la corruption, le clientélisme, les pesanteurs administratives et la faiblesse de la réglementation. Malgré quelques avancées en matière de création d'entreprise, le rapport Doing Business de la Banque mondiale classe le pays en 153^{ème} position sur 190 pays.</p>
Contexte financier	
	<p>Le gouvernement a trouvé à sa prise de fonction, en avril 2016, une situation budgétaire sensiblement détériorée, du fait de projets hors budget coûteux conclus par l'administration précédente fin 2015-début 2016. Le nouveau gouvernement a entamé des discussions avec le FMI en vue d'un éventuel programme triennal et fait adopter par l'Assemblée nationale, fin juin, un projet de loi de finances rectificative pour 2016 (baisse de 8 % des dépenses par rapport à la loi de finance initiale). Il a également été en mesure de suspendre la grande majorité des projets hors budget, ceux-ci n'ayant pas encore été mis en œuvre. Dès lors, le déficit budgétaire resterait stable en 2017. Par ailleurs, le gouvernement prépare un plan d'investissement à moyen terme et a lancé des réformes visant à améliorer l'environnement des affaires et la gestion des finances publiques.</p> <p>Le déficit courant se creuserait en 2017, sous l'impulsion d'une détérioration de la balance commerciale. En effet, les importations enregistreraient un accroissement en raison de la hausse de la facture pétrolière et des produits alimentaires conjuguée à un volume toujours important d'importations de biens d'équipement. La progression des remises des travailleurs expatriés et de l'aide devrait entraîner une progression de l'excédent de la balance des transferts, limitant l'impact de la hausse des achats de services de transport. Le déficit courant est principalement financé par des emprunts concessionnels et par un flux d'IDE lié à l'activité des partenariats public-privé en matière d'infrastructures</p>
Contexte économique	
Evolution récente	Après le tassement observé en 2016, la croissance devrait remonter en 2017. Cela devrait découler de la sortie de récession du Nigéria et

	<p>d'une reprise de la production agricole liée à la fin du phénomène climatique El Niño. La production de coton, qui domine l'important secteur primaire, devrait se redresser par la suite, du fait de l'amélioration des conditions climatiques et d'un rebond attendu des cours. Cette activité devrait bénéficier également de la politique de diversification et de modernisation mise en œuvre dans le cadre du plan stratégique de relance. L'industrie manufacturière devrait également progresser en phase avec la production agricole et l'entrée en activité de nouvelles usines de transformation de produits vivriers. Le secteur tertiaire devrait, quant à lui, profiter des investissements visant la modernisation du port de Cotonou, stimulant les activités portuaires et commerciales.</p> <p>Les projets d'investissement public devraient se poursuivre et favoriser l'implication du secteur privé grâce à des partenariats public-privé. L'objectif est d'enrayer la pauvreté, qui s'est aggravée depuis 2011 selon une enquête de 2015 sur les ménages, notamment à travers des projets phares dans les transports, l'énergie, les aménagements hydroagricoles et touristiques et la santé. Dans le but de rendre la croissance plus inclusive, ces programmes prévoient un volet infrastructures visant le désenclavement des régions les plus reculées notamment grâce à la réalisation d'un chemin de fer reliant Cotonou à Niamey.</p> <p>L'inflation devrait augmenter en 2017, tout en restant modérée, sous l'effet de la hausse de la demande intérieure et des prix des différents produits d'importation (carburants, produits alimentaires).</p>
Ressources agricoles	<p>L'agriculture est le principal secteur de l'économie béninoise. Elle emploie 64% de la main-d'œuvre et est privée à hauteur de 95%.</p> <p>Actuellement l'agriculture vivrière assure l'autosuffisance de la population. Les cultures vivrières (maïs, sorgho, fonio, mil, riz) fournissent l'essentiel des céréales consommées au Bénin. La production de manioc, d'igname et de patate douce augmente régulièrement.</p> <p>Le coton, le palmier à huile et, dans une moindre mesure, l'arachide, le cacao, le café et le tabac constituent les cultures d'exportations.</p> <p>Le cheptel se compose de 1,4M de bovins, 1,7M d'ovins et caprins, 234 000 porcins. Pour l'aviculture, 9 716 000 de volailles sont recensées.</p> <p>La pêche : Pratiquée par plus de 600 000 pêcheurs, elle est artisanale et représente 2% du PIB et 5% de la production des protéines animales consommées au Bénin.</p>

	La forêt couvre 65% du territoire et est la première victime des coupes abusives. Plus de 5 millions de tonnes de bois, soit 100 000 ha, sont consommés chaque année comme combustible.				
Ressources minières	Le potentiel minier se compose de 28 gisements et plus d'une centaine d'indices sérieux de minéralisation dont : l'or, le calcaire, les argiles, le marbre, les pierres ornementales, le fer, les phosphates.				
Ressources énergétiques	Pétrole, électricité				
Production manufacturière	Le secteur secondaire est dominé par les usines d'égrenage de coton, les industries alimentaires et les entreprises de BTP.				
Activités de services	<p>Depuis 2015, l'arrimage du Bénin au câble sous-marin de fibre optique Africa Coast to Europe (ACE) donne aux Béninois l'accès au très haut débit (4).</p> <p>Le port de Cotonou, redevenu important depuis 1990, a pour principal atout sa situation géographique par rapport aux distances qui le séparent du Niger, du Burkina Faso, du Mali et du Nigeria qui sont parmi les plus courtes.</p> <p>Le secteur bancaire, dont la restructuration a commencé en 1989, comptait 12 banques et un établissement financier fin 2008. La Bank of Africa est le premier établissement du secteur, suivie d'ECO BANK.</p>				
Forces et faiblesses					
Points forts	<ul style="list-style-type: none"> • Une des démocraties les plus stables d'Afrique • Important soutien financier des bailleurs (APD, IPTE, IADM) • Position stratégique (sert d'accès à la mer pour les pays de l'hinterland) 				
Points faibles	<ul style="list-style-type: none"> • Base d'exportation étroite (dépendance aux fluctuations du cours du coton) • Fourniture en électricité erratique • Lacunes en matière de gouvernance (corruption endémique) • Réglementation et régulation financière insuffisante • Impact sur l'activité et les recettes fiscales des décisions de politiques économiques internes prises par le Nigeria (33 fois le PIB du Bénin) 				
Entreprises du « Top 500 » des entreprises africaines en 2016					
	Nom	Activité	Classement 2016	CA (MUSD)	Résultat net (MUSD)
Aucune entreprise béninoise ne fait partie du « Top 500 » des entreprises africaines en 2016					

<u>Sources d'information</u>	<ul style="list-style-type: none"> 1- Observatoire de l'Afrique de l'ouest – n°5 2- COFACE 3- Maison de l'Afrique 4- MOCI 5- Jeune Afrique – Hors Série n°43 – 2016 6- Banque africaine de développement
-------------------------------------	--

Adresses utiles	<p>Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin Avenue du Général de GAULLE 01 BP 31 Cotonou Tél. : (229) 21.31.20.81 / 21.31.43.86 Fax : (229) 21.31.32.99 E-mail : info.ccib@ccibenin.org</p> <p>Ambassade du Bénin à Paris 87, av. Victor Hugo - 75116 Paris Tél. : 01 45 00 98 82 Fax : 01 45 01 82 02 E-mail : ambassade.benin@gofornet.com</p> <p>Consulat du Bénin à Paris 89, rue du Cherche Midi - 75006 Paris Tél. : 01 42 22 31 91 Fax : 01 42 22 32 44</p>
------------------------	---

Date de dernière mise à jour de la fiche	25/05/2017
---	------------

Voir également :

- les fiches « Transport et logistique » par pays, contenant des informations détaillées sur le transport routier et le transport ferroviaire
- les fiches « Ports maritimes »